Stratégie vénézuélienne d'accord sur l'ALBA face à l'expansion commerciale États-Unis d'Amérique latine

Luan Vitor
University of Brasília, Brasil
Email: vitor2@gmail.com

Resumo

En 2004, le Venezuela et Cuba ont convenu d'une collaboration régionale en Amérique latine appelée Alternative bolivarienne Las Americas et en abrégé ALBA. Cette collaboration est formée comme une résistance face à l'expansion du commerce américain pour apporter une mission néolibérale. Avec la formation de l'ALBA, le Venezuela est le leader de la coopération régionale qui prend des mesures stratégiques pour faire face au néolibéralisme. En 2010, l'ALBA comptait un total de 10 pays membres. En tant que contre-hégémonie, ALBA a également travaillé dans trois espaces. Dans l'espace des idées, les pays membres ont besoin de principes complémentaires de solidarité et de coopération pour parvenir à la prospérité et au développement régional équitable. Au niveau de l'espace institutionnel, l'idée est alors intégrée à l'ALBA.

Mots clés: *Régionalisme, ALBA, Expansion commerciale, Intégration stratégique*

– – – – – – – – – – ◆ – – – – – – – – – –

A. INTRODUCTION

L'auteur discutera de la stratégie vénézuélienne en accord avec l'ALBA face à l'expansion du commerce américain en Amérique latine de 2004 à 2010. Cette recherche examinera et décrira comment les mesures et stratégies du Venezuela pour fortifier les pays d'Amérique latine sont protégées de la forme d'expansion commerciale aux États-Unis (US) sous la forme d'une collaboration régionale. L'Amérique latine est une région située au sud du continent américain qui est une ancienne colonie portugaise et espagnole. Ce contexte fait de l'Amérique latine une zone de crise identitaire dans la politique mondiale en raison de politiques autoritaires basées sur le socialisme. En parlant d'Amérique latine, la première chose qui nous vient généralement à l'esprit est une région où les inégalités et les inégalités sont très élevées. De plus, l'expérience historique des pays de la région au cours des cinq derniers siècles a été caractérisée par un régime oligarchique très fort, c'est pourquoi de nombreuses hypothèses affirment que la décolonisation latino-américaine n'est qu'un point d'entrée pour l'exploitation de l'oligarchie.

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

À partir de la montée du socialisme de groupes de gauche tels que les dirigeants du Venezuela et de Cuba, il y avait deux rochers qui faisaient obstacle à la réalisation des intérêts des États-Unis en Amérique latine, en particulier les intérêts économiques et politiques. Le système commercial international mis en place par les États-Unis pour apporter la prospérité mondiale est l'un des produits du marché libre qui est très difficile à mettre en œuvre dans les pays d'Amérique latine. Cela est dû à des éléments politiques opposés et au mécontentement des dirigeants de gauche en Amérique latine qui refusent directement ou indirectement de coopérer. Dans ce système économique, diverses dispositions sont prises qui réglementent fondamentalement la similitude de l'orientation de la politique économique dans le système commercial international qui est libre de l'intervention de l'État. Mise en œuvre ou projet concret, le néolibéralisme fonctionne à travers des schémas de piège de la dette qui conduisent les pays débiteurs (tiers-monde) à établir un programme d'ajustement de la structure des échanges.

Un exemple de dépendance économique vis-à-vis des États-Unis s'est produit en Argentine en 2001, ce qui a fait du pays la pire crise financière de l'histoire. La moitié des 20 millions d'Argentins ont connu une crise et sont tombés dans la pauvreté. Les paiements de la dette de l'Argentine ne représentent qu'environ 12% de sa dette extérieure totale et n'ont pas été en mesure de sortir l'économie argentine de la crise. C'est une conséquence du libéralisme économique et de l'incapacité de l'Argentine à aggraver son économie. Presque la même chose est également arrivée à l'économie brésilienne sous le règne du président Itamar Franco en 1992-1995. Cette situation est encore exacerbée par la libéralisation du commerce et l'élimination des subventions, ce qui signifie que les compétences concurrentielles dans la fabrication d'articles en cuir, de meubles, de vêtements et de machines-outils pour le marché intérieur ont été « cruellement désactivées », ce qui a entraîné de nombreuses petites et moyennes entreprises être obligé de rouler le tapis en raison de la pénétration de marchandises importées. Le degré d'intégration verticale (augmentation du niveau de vie) a fortement diminué, tandis que les pratiques d'externalisation, au niveau international, se multiplient. Ainsi, la dépendance de la région vis-à-vis des biens d'équipement et de la technologie étrangers devient une conséquence inévitable. L'Amérique latine a d'abord bénéficié des investissements des États-Unis. Mais au fil du temps, l'Amérique latine a commencé à se rendre compte que sa dépendance vis-à-vis des États-Unis rendait ses ressources naturelles plus exploitées. Ils n'obtiennent qu'un petit profit par rapport aux États-Unis. L'Amérique latine ne bénéficie que des revenus du travail et de l'exportation de matières premières de peu de valeur. La pauvreté est finalement un problème majeur pour les pays d'Amérique latine. La crise économique a frappé l'Amérique latine à cette époque. La dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers rend un pays incapable d'accéder à l'indépendance et même de ne

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

pas se développer. La forte inflation ne peut pas être surmontée par le gouvernement brésilien car deux de ses ministres de l'économie ont démissionné. Par conséquent, le Brésil n'a pas pu ralentir le taux d'inflation de 30% par mois et le produit intérieur brut (PIB) a chuté d'environ 10%. Avec cette situation, le Brésil n'a plus le luxe d'éradiquer la pauvreté de son propre peuple parce que le flux d'argent de l'État ne sert qu'à rembourser ses obligations de dette extérieure qui atteignent 120 milliards de dollars US autant que 8 milliards de dollars US par an.6 De ces deux les exemples sont la preuve de l'inefficacité du système commercial américain contre les pays d'Amérique latine, mais il y a aussi un pays qui peut survivre, qui est la Colombie, qui est en fait un État fantoche formé par les États-Unis comme satellite pour surveiller la température politique en latin Amérique.

B. DISCUSSION

Description générale de la collaboration ALBA

Un espoir d'intégration régionale était alors lié à un phénomène qui se produisait sur le terrain où au moment où la victoire du socialisme aux dernières élections d'Hugo Chavez au Venezuela et sa victoire aux dernières élections, indiquaient qu'il était quelqu'un qui avait le ambition de réaliser ces idéaux. L'Amérique latine est une région du sud du continent américain composée de 12 pays, dont 10 pays latins, dont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela. Le régionalisme en Amérique latine n'est pas le même que la plupart des régionalismes sur les autres continents, car le régionalisme latino-américain ne couvre qu'une petite partie de l'ensemble du pays d'Amérique latine. Car la proximité de la base idéologique de ces dirigeants est en quelque sorte le capital pour la création d'une entente pour travailler ensemble. L'attention principale est dirigée vers les intérêts nationaux de chaque pays d'Amérique latine et en regardant les caractéristiques du régime qui reste, alors la rationalisation de la formation d'alliances est possible.

Coopération régionale latino-américaine

Face à l'ère de la mondialisation qui la domine et du libre-échange, de nombreux pays de la région ont créé une organisation formée pour conjurer les effets néfastes qui se produiraient avec l'arrivée des grandes vagues de la mondialisation, notamment la mondialisation économique. Dans la région de l'Amérique latine, il existe plusieurs organisations régionales dans le domaine économique formées en réponse à la mondialisation et au libre-échange qui ont été menées par les pays développés. On attend également des organisations régionales qu'elles encouragent l'intégration dans la région latino-américaine elle-même. L'un d'eux est le

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

MERCOSUR (Mercado Común del Sur) qui est l'une des organisations régionales d'Amérique latine fondée par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay par le Traité d'Asunction en mars 1991. L'objectif de la création du MERCOSUR est de promouvoir la paix et la stabilité. et renforcer la coopération interne et la coopération internationale. Cette régionalisation des économies internationales des pays d'Amérique latine montre l'existence d'une libéralisation des échanges entre les pays membres du Mercosur. Fondamentalement, le MERCOSUR est un accord avec un objectif final ambitieux pour façonner l'intégration économique dans la région latino-américaine.

L'existence du MERCOSUR déclenche également la création et le détournement d'échanges. Le MERCOSUR a tendance à n'échanger que la fabrication pour les autres membres en raison des tarifs douaniers des pays membres vers les non-membres, ce qui supprime le désir des consommateurs d'acheter et d'accéder à la technologie des pays développés. Cependant, il faut comprendre que l'intégration avec des groupes régionaux peut éliminer le potentiel d'intégration avec le monde extérieur et éliminer la possibilité d'obtenir un transfert de technologie qui devrait être en mesure d'augmenter les profits du pays, en voyant que les membres du MERCOSUR sont toujours des pays en développement. La deuxième organisation régionale d'Amérique latine est la Communauté andine qui a été formée sur la base du Pacte andin de 1969. Les pays membres de la Communauté andine sont le Pérou, la Colombie, l'Équateur et la Bolivie. En coopérant avec le MERCOSUR, la Communauté andine a formé la Communauté sud-américaine des nations (SACoN) dans le but de créer une zone de libre-échange plus large en combinant les deux collaborations régionales et en ayant des perspectives de coopération jusqu'en 2019 en supprimant les obstacles aux tarifs douaniers sur les petits et moyens produits. . La montée du nouveau régionalisme dans la région latino-américaine est indissociable de l'influence des acteurs extérieurs, notamment des États-Unis. Les changements dans la politique étrangère américaine affectent le régionalisme en Amérique latine en raison de la position des États-Unis en tant qu'hégémonie à la fois dans la région américaine et dans le monde. Les États-Unis ont changé leur politique étrangère traditionnelle et ont adopté trois voies de politique politique et commerciale, à savoir la combinaison stratégique et pragmatique du multilatéralisme, du régionalisme et de l'unilatéralisme. C'est ce qui motive l'entrée du libéralisme dans la région latino-américaine et accroît la conscience régionale des pays de la région.

ALBA comme collaboration alternative

En 2004, le Venezuela et Cuba ont lancé la coopération régionale de l'Alternativa Bolivariana of Las America ou l'Accord pour l'application de l'Alternative bolivarienne des Amériques et des accords commerciaux populaires, en

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

abrégé ALBA. Déclaré dans la capitale cubaine, La Havane, le 28 avril 2005. L'hypothèse de base est la tendance des pays à utiliser des régimes ou des institutions internationales pour réaliser les intérêts du pays. Ensuite, ces pays forment alors un régime tant qu'il peut encore servir leurs intérêts. Chavez et Evo Morales qui ont intérêt à rester vocaux envers les États-Unis verront bien sûr que ces intérêts seront meilleurs s'ils sont soutenus par d'autres pays. La perspective de la coopération régionale L'ALBA travaille également dans trois espaces où, dans l'espace des idées, les pays membres estiment la nécessité de principes complémentaires, de solidarité et de coopération pour parvenir à la prospérité et au développement régional équitable. Dans l'espace institutionnel, cette idée est ensuite intégrée à l'ALBA. A travers la division de la structure organisationnelle de l'ALBA, le Conseil Politique. (Conseil politique) et le Conseil économique (Conseil économique) veillent à ce que les efforts pour contrer l'hégémonie du néolibéralisme puissent ensuite être facilités par la coordination des politiques économiques et politiques entre les pays membres. À travers le Conseil social et le Conseil des mouvements sociaux dans la structure organisationnelle, l'ALBA est une organisation de coopération régionale dans laquelle les gens sont impliqués dans les efforts pour atteindre la prospérité et un développement équitable.

Aide financière dirigée par le Venezuela aux pays de l'ALBA (d'un montant de millions de dollars américains)

Destination	**les montants**
Cuba	18776
Bolivie	6724
Nicaragua	5523
Banque ALBA	1350
Haïti	440
Honduras	130
Dominique	8

Source : Données de la Cieca dans « Cuánto cuesta el alba » en El Universal, 28/09/2008, Caracas, disponible sur www.eluniversal.com

La stratégie vénézuélienne convenue sur l'ALBA face à l'expansion du commerce américain dans la région latino-américaine

La coopération ALBA est une réponse ainsi qu'une alternative pour les pays de la région latino-américaine de travailler ensemble et de créer une intégration économique stable, en particulier pour faire face au néolibéralisme américain dans ses produits de la ZLEA. Le Venezuela, en tant que pays pionnier, a un certain nombre

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

de points de coopération ALBA et a créé une alliance économique et politique solide pour contrer la zone de libre-échange et les institutions capitalistes américaines, y compris la formule financière du Fonds monétaire international (FMI).

Intégration du commerce du pétrole et du gaz entre les régions

Fondamentalement, l'objectif de l'ALBA est de transformer la société latino-américaine, en la rendant plus juste, informée, participative et solidaire. Par conséquent, l'ALBA peut être comprise comme un processus intégral destiné à assurer l'éradication des inégalités sociales et à améliorer la qualité de vie et la participation effective de la communauté à la création d'un bon secteur social et économique. Pour atteindre cet objectif, plusieurs projets de collaboration ALBA ont été entrepris pour renforcer l'intégration régionale dans le secteur pétrolier. Dans ce contexte, le Venezuela a un rôle important à jouer dans la création de l'intégration économique et politique en Amérique latine. Le Venezuela possède certaines des plus grandes réserves de pétrole et de gaz naturel au monde et figure régulièrement parmi les 10 premiers producteurs mondiaux. Les plus grandes réserves de pétrole du pays sont situées autour du lac Maracaibo, du golfe du Venezuela et sur le fleuve Orénoque dans l'est du Venezuela. De plus, les plus grandes réserves de pétrole conventionnel et les deuxièmes plus grandes réserves de gaz sont situées dans la banlieue ouest, au Venezuela.

Formation PetroCaribe

Depuis la fondation de Petrocaribe, le pays a fourni près de 60 millions de barils de pétrole brut à ses membres avec des paiements de 50 % en 90 jours et 50 % pour des prêts de plus de 25 ans, avec une période de grâce de deux ans et un taux d'intérêt de 1% par an. PetroCaribe vise également à intégrer une coopération énergétique basée sur un schéma d'échange avantageux et équitable entre l'Amérique centrale et les pays des Caraïbes. C'est parmi ces priorités que le développement social et économique de la région peut se dérouler conformément au schéma et obtenir des avantages tangibles pour les peuples d'Amérique latine. Cuba a accepté de fournir au Venezuela un accès en franchise de droits à l'importation et de supprimer les barrières non tarifaires, en retour le Venezuela a également accepté de supprimer les barrières non tarifaires aux importations cubaines. Dans les accords de paiement, il existe des dispositions pour les paiements des importations de pétrole en provenance du Venezuela avec une compensation commerciale et des accords de crédit réciproque, tous deux contenus dans l'Accord Venezuela - Cuba. Le Venezuela s'est vu accorder la même facilité de payer les importations de Cuba sans réciprocité en provenance du Venezuela. Aux Caraïbes et à la Dominique, il est permis de payer 40 % des importations de pétrole Petrocaribe avec les exportations de banane

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

ALBA Cooperation propose 22 accords de coopération bilatéraux qui relient différents États membres à la colonisation économique qui a balayé l'Amérique latine dans les années 90 à travers des vagues de privatisation, des accords de libre-échange et des politiques d'ajustement structurel qui ont poussé l'Amérique latine à s'endetter profondément. Le projet ALBA a été proposé par le président vénézuélien Hugo Chavez en organisant et en mettant en commun les ressources vénézuéliennes de PDVSA, ENARSA Agentina, PETROBRAS Brésil, COPETROL Colombie, PETROECUADOR Equateur, PEMEX Mexique, PETROPERU Pérou, PETROTRIN Trinidad en Amérique latine. À l'heure actuelle, la fusion de l'organisation est un projet intégré qui a été réalisé et contrôle environ 11,5% des réserves mondiales de pétrole. PetroCaribe a produit plus de 140 millions de barils de pétrole brut vers les pays membres de l'ALBA, avec une facture totale de plus de 10 000 millions de dollars américains et un financement de plus de 4 000 millions de dollars américains et les pays membres peuvent économiser plus que les États-Unis. 2 000 millions de dollars dans un accord financier. L'une des actions menées dans le cadre de cet accord est la fourniture de 200 000 barils de carburant diesel par mois à la Bolivie dans des conditions de financement spéciales. Un protocole d'accord a également été signé pour la fourniture de deux usines d'extraction de liquides du gaz naturel, ainsi qu'un protocole d'accord pour la création de Fertisur, complexe de production d'engrais azotés, et un accord pour qu'INTEVEP, la branche technologique de PDVSA, forme 200 travailleurs de l'industrie de l'énergie en Bolivie. Dans le contexte du pays, la République du Nicaragua a fait ses débuts en tant que quatrième membre permanent de l'ALBA en signant plusieurs accords dans les domaines de l'économie, des finances, de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture, des questions médicales et de la culture. Ces deux accords sont très importants et sont mis en œuvre dans les deux accords de coopération dans le secteur de l'énergie pour développer l'énergie pétrolière, gazière et électrique. Le Venezuela considère l'ALBA comme un forum pour vendre du pétrole vénézuélien en dessous des prix du marché aux pays membres de PetroCaribe et Petrosur en échange de biens et services qui répondent aux problèmes de réduction de la pauvreté. Dans l'ALBA, le financement des exportations de pétrole en particulier est subventionné par le Venezuela.

Lancement de la construction de l'oléoduc

Le 26 septembre 2005, le ministre vénézuélien de l'Énergie a invité les pays d'Amérique latine auxquels ont participé les ministres des Affaires étrangères d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, d'Équateur, de Guyane, du Paraguay, du Pérou, d'Uruguay et du Suriname à signer la Déclaration de Caracas dans l'agenda de l'ALBA. qui vise à continuer à prendre des mesures concrètes pour aller vers l'intégration énergétique. Le Venezuela et le Brésil ont signé un accord de complémentarité énergétique et d'intégration entre le Venezuela PDVSA et le Brésilien

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

PETROBRAS qui comprenait une collaboration et a pu créer une collaboration concrète dans le domaine de l'approvisionnement et de la commercialisation de pétrole brut ainsi que l'exploration et l'extraction de pétrole et de gaz, la conception de construction et exploitation conjointe de la raffinerie. L'intégration énergétique en Amérique latine a construit 8 000 km d'oléoducs qui s'étendent à travers l'Amérique du Sud reliant l'Argentine, l'Uruguay, la Bolivie, le Paraguay, le Brésil et le Venezuela pour un coût allant de 17 à 20 milliards de dollars.

Formation de la rive sud

La création de la Banque du Sud a été convenue entre le Venezuela, la Bolivie, Cuba et le Nicaragua en juin 2007 et a été officiellement lancée en 2008. L'objectif est de soutenir un développement social et économique durable, de réduire la pauvreté et de renforcer l'intégration régionale. Les pays qui acceptent l'ALBA considèrent que le FMI est l'un des pièges du libéralisme qui provoque la faim, la souffrance, la pauvreté et la violence pour les peuples d'Amérique latine. ALBA Bank joue un rôle important dans l'intégration régionale et la consolidation des pays d'Amérique latine. Le Président de l'Équateur s'est félicité de la création de la Banque ALBA qui a contribué à résoudre ses problèmes financiers. La banque ALBA a son siège à Caracas à Caracas, au Venezuela et possède des bureaux régionaux dans plusieurs pays membres de l'ALBA. Les ministres des Finances des pays de l'ALBA se sont réunis à Rio de Janeiro, au Brésil, le 8 octobre 2008 pour finaliser le document fondateur de la Banque. De nombreux problèmes techniques n'ont pas été résolus. Lors d'une conférence de presse conclue, Guido Mantega, ministre des Finances du Brésil, a déclaré que les pays de l'ALBA avaient été en mesure de surmonter tous les problèmes qui existaient dans la manière de s'entendre autour de la formation de la Banque ALBA.

Le gouvernement vénézuélien a expliqué que la Banque du Sud aiderait à développer et à offrir des prêts étrangers dans la région latino-américaine. Ceci a été réalisé pour construire une nouvelle architecture qui suppose une relation croissante entre les banques et leur capacité à offrir du crédit à leurs citoyens. La création de la Banque vise également à augmenter les liquidités et à relancer le développement socio-économique et les investissements dans les infrastructures des pays participants et à se prémunir contre les offres du FMI et de la Banque mondiale qui, en 2005, près de 80 % des prêts du FMI étaient alloués à l'Amérique latine.

La Banque du Sud comme guichet du FMI

La vision et la mission du Venezuela en créant la Banque du Sud sont de libérer les pays membres du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (IBD). Aidé en termes de profits pétroliers, le Venezuela a poursuivi

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

sa politique étrangère avec un engagement sans précédent en dessous du prix du marché du pétrole et à lancer une aide financière aux autres pays de la région. L'un des avantages de l'adhésion à la South Bank est qu'elle reflétera une perspective anti-impérialiste. Le Consensus de Washington est une pratique néolibérale qui exploite les ressources de la région en offrant une certaine coopération parrainée par le libéralisme et cela fait partie de la stratégie américaine de conquérir le pays pour obtenir autant d'avantages pour les entreprises américaines qu'au détriment de son territoire et de sa population.

Anticipant l'enchevêtrement des pays d'Amérique latine dans leurs relations commerciales avec le FMI, le Venezuela a créé une institution qui réglemente les problèmes financiers dans le but d'être indépendant de l'Amérique latine dans la gestion des finances en fournissant des prêts. En 2006, il y avait de nombreuses preuves que le Venezuela et l'ALBA jouaient un rôle important dans la région. Tirez les leçons de la paralysie économique causée par la dette qui a été ressentie par l'Argentine en 2001. Le rôle du Venezuela est revenu et a directement aidé la crise économique en achetant pour 1,5 milliard de dollars d'obligations. 3 L'Argentine a accusé le FMI de ne pas être en mesure de sauver son économie pendant la crise économique et a immédiatement décidé de quitter le FMI. Les différentes contributions présentées lors de cette conférence ont fourni une perspective sur le processus de crise tel qu'il se déroule depuis août 2007, les échecs de concession, les plans de sauvetage et la corruption par le biais de l'intervention de l'État dans les pays capitalistes développés visant à sauver les restes d'un système financier mondial disloqué. Les pays d'Amérique latine condamnent le prétexte qui impose le coût d'un plan de sauvetage financier dans un système mondial collectif qui exacerbera la situation de pauvreté, de chômage et d'exploitation des travailleurs et des peuples du monde à la fois une intervention de l'État à grande échelle qui est étroitement surveillée tenter de sauver des entités désarticulées qui se sont vidées par la spéculation et l'augmentation massive de la dette publique n'est pas la bonne alternative pour résoudre la crise. Dans une situation très dépendante du cartel des créanciers, il y a en fait un autre côté à pouvoir négocier. La dépendance vis-à-vis de la dette extérieure, par exemple, signifie également qu'une grande quantité d'argent des créanciers circule dans le pays débiteur. Cette situation peut devenir une arme de négociation pour les pays débiteurs, en adoptant une politique de refus de payer les dettes. C'est à ce moment que la révolution bolivarienne vénézuélienne a émergé avec une idée plus réaliste avec un long impact structurel. La dynamique actuelle exige un nouveau cycle de concentration capitaliste. Elle peut aussi ramener des tendances autoritaires dangereuses dans le fonctionnement du capitalisme comme un signe régressif qui s'est manifesté dans la montée des discriminations et du racisme à l'encontre des populations immigrées des pays du Sud dans les pays du Nord. La

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

nécessité de reconstruire l'architecture économique et financière internationale est aujourd'hui incontournable. Dans cette perspective, la nécessité de un canal post-capitaliste a fait ses preuves, et le Venezuela l'a nommé socialisme du 21e siècle.

Développement des chaînes de télévision latino-américaines

Une autre initiative issue du projet ALBA est Telesur, une chaîne de télévision destinée à l'Amérique latine avec des efforts conjoints du Venezuela, de Cuba, de l'Uruguay et de l'Argentine. Il vise à rivaliser avec CNN et Fox, qui dominent le réseau d'ondes dans les informations télévisées en langue espagnole et d'autres médias avec des téléspectateurs de masse. Dans le cas du Venezuela, un certain nombre de médias de masse sont contrôlés oligopolitiquement par deux grandes familles à savoir, la famille Cisneros et le groupe Bottome & Granier. La famille Cisneros est propriétaire de Venevisión, l'une des plus grandes chaînes de télévision du Venezuela qui compte 70 chaînes médiatiques dans 30 pays, dont DirecTV Latin America, AOL Latin America, Caracol Television (Colombie), The Univisión Network aux États-Unis, Galavisión. Pendant ce temps, le groupe Bottome & Granier contrôle Radio Caracas Televisión (RCTV) et Radio Caracas Radio. Quant à la presse écrite, les six plus grands médias imprimés quotidiens sont contrôlés par des groupes familiaux eux aussi restreints.

Avec l'appropriation oligopolitique, on peut analyser combien leur influence politique dans l'opposition au régime bolivarien. Par exemple, les cinq plus grands réseaux de télévision privés, à savoir Venevisión, Radio Caracas Televisión (RCTV), Globovisión, Televan et CMT, contrôlent 90 % du marché des télécommunications et les 5 % restants sont contrôlés par une petite télévision privée. Les médias de masse non neutres ont attiré les critiques du gouvernement vénézuélien, notamment les médias El Mundo visant à exprimer les intérêts politiques de l'opposition à travers les médias et à fermer tous les programmes commerciaux juste pour diffuser de la propagande contre le gouvernement. Ainsi, lors des bouleversements politiques dans les médias, le peuple n'obtient que des informations et des images unilatérales et manipulatrices. Les médias de masse ne transmettent pas la réalité réelle parce que ce qui est affiché est un reportage formé par le propriétaire du média conformément à ses intérêts politiques. En conséquence, les gens n'obtiennent pas d'informations correctes et complètes. Ce portrait médiatique contredit clairement la loi sur les télécommunications selon laquelle les médias sont indépendants, fonctionnant sur le principe du contrôle et de l'équilibre. Sur la base de ce cas, le régime bolivarien de l'ALBA a ensuite répondu en créant son propre sens à propos de la « doctrine de l'équité ». Le Conseil national vénézuélien a ensuite introduit des réformes des médias par le biais de la loi sur la responsabilité sociale de la radio et de la télévision (LSRRT), qui proposait de garantir l'accès du public aux médias. La proposition du LSRRT a

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

ensuite été approuvée par le Conseil national de la Commission de la science, de la technologie et de la communication sur les médias sociaux en mai 2003. Cette proposition a été immédiatement opposée par les associations de gestion des médias traditionnels telles que la Guilde vénézuélienne de radiodiffusion (Cámara Venezolana de la Indsutria de la Radiofusión) bien que le LSRRT ait finalement été approuvé par le Conseil national des gestionnaires de médias traditionnels en 2004. Dans son programme, le LSRRT souhaite réformer la structure de la propriété des médias et du contenu des médias. En termes de diffusion, la LSRRT n'édicte pas de réglementation qui contrôle strictement le contenu des programmes des médias privés. La réforme vise à renforcer les réglementations relatives à l'adéquation des émissions pendant les heures de diffusion des enfants, le soutien aux chaînes médiatiques indépendantes, la démocratisation de la radio et de la télévision, et l'accès et la participation du public à la communication médiatique.

C. CONCLUSION

Le discours sur le concept de développement émerge et sombre dans l'élan qui se produit, notamment en ce qui concerne le progrès et le retard dans la terminologie du développement économique tant au niveau national que régional. La dynamique évoquée par exemple par la Grande Dépression de 1930, la crise pétrolière de 1980 et la crise asiatique de 1998 a eu un impact sur une révision d'un ordre d'économie politique qui nécessiterait une bataille d'intérêts de diverses parties. Dans l'espace des idées, le néolibéralisme porte une vision philosophique qui suppose que la nature humaine est rationnelle et que la liberté doit être garantie dans la lutte pour ses intérêts. De ce point de vue, un système de commerce international qui est censé apporter la prospérité mondiale est un système où le marché est libre. Dans ces institutions, diverses dispositions ont été prises qui règlent fondamentalement l'orientation commune des politiques économiques des pays du monde, à savoir l'orientation de l'ouverture économique dans le système commercial international qui est libre de l'intervention de l'État. ALBA est un des discours qui remplit ce discours. ALBA est l'une des nouvelles percées de l'Amérique latine portée par le Venezuela. La naissance de cette organisation de coopération régionale est en fait une réponse des pays d'Amérique latine à la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) au sommet de l'Association des États de la Caraïbe dominé par les États-Unis et aux efforts visant à renforcer la solidarité dans une région d'Amérique latine plus indépendante. ALBA (Alianza Bolivariana the los Pubelos de Nuestra America / Alliance bolivarienne pour les peuples de nos Amériques) est une organisation collaborative. Dans l'espace institutionnel, cette idée est ensuite intégrée à l'ALBA. Grâce à la division de la structure organisationnelle de l'ALBA, le Conseil politique et le Conseil économique

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

veillent à ce que les efforts pour contrer l'hégémonie néolibérale puissent ensuite être facilités en coordonnant les politiques économiques et politiques entre les pays membres. À travers le Conseil social (SocialCouncil) et le Conseil du mouvement social (Social Movements Council) dans la structure organisationnelle, l'ALBA est une organisation de coopération régionale dans laquelle les gens sont impliqués dans les efforts visant à atteindre la prospérité et un développement équitable. Dans l'espace de mise en œuvre ou de projets concrets, la contre-idée du néolibéralisme se manifeste alors dans 7 secteurs du programme de travail de l'ALBA. Les secteurs visés sont le secteur financier régional, le commerce et l'investissement, l'industrie et l'énergie, le secteur alimentaire, le secteur social et culturel, l'environnement et le secteur des infrastructures. Jusqu'à présent, ALBA a pu produire de nouvelles percées telles que la formation de la Banque du Sud (Banco del Sur), le système monétaire régional SUCRE (Unified de Compensacion Regional / Unified System for Regional Compensation). Dans le cadre de l'ALBA, un réseau de réseaux de coopération métallurgique, pétrolier, régional pour la satisfaction des besoins alimentaires a été formé, un réseau de communication régional a été formé qui dans ce cas était principalement TeleSUR, et la création de programmes de services sociaux en particulier dans le domaine de la santé. secteur.

LES RÉFÉRENCES

1. De Lombaerde, Philippe and Luis Jorge Garay. 2006. The New Regionalism in Latin America and The Role of US. United Nations University.
2. Jackson, Robert and G. Sorensen (1999). International Political Economy‖, in Introduction to International Relations, Oxford: Oxford University Press.
3. Lebowitz, Michael A, Socialism Now — Yogyakarta: Resist Book, May
4. 2009. Lebowitz, Michael A, Beyond Capital: Marx's Political Economy of the Working Class, 2nd ed. (New York: Palgrave Macmillan, 2003).
5. Masri Singarimbun and Sofyan Efendi, Survey Research Methods, LP3ES, Jakarta, 1988
6. Mas'oed, Mohtar, International Relations: Discipline and Methodology, Jakarta: LP3ES, 1990.
7. Conscience Soyomukti, Hugo Chavez vs United States, Jakarta, 2008.
8. Prasetyo, Eko, These are the Radical Presidents. Yogyakarta: Resist Book, 2006. Parsons,
9. Talcott, "The Distribution of Power in the American Society", World Politics (October, 1957).
10. Robert Gilpin, The Political Economy of International Relations, (Princeton: Princeton University Press 1987)

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

11. Rui Albuquerque & Gregory H. Bauer & Martin Schneider. International equity flows and returns: a quantitative equilibrium approach. Boston: International Finance, EconWPA. 2005
12. Shoelhi, Mohammad, On the Verge of America's Fall, Jakarta, Grafindo Khazanah Ilmu.
13. Arlene B. Tickner Working Paper Latin America and the Caribbean: Domestic and Transnational Insecurity (International Peace Academy, 2007.
14. Guareschi, Roberto (5 Nov. 2005). "Not quite the Evita of Argentine legend". New Straits Times,
15. Journal of Social Democracy, Vol. 4 No. 1, October-December 2008, Page 14. In the History of the Bolivarian Republic of Venezuela and the New Left Movement.
16. Bulmer-Thomas, V. (ed.), Regional Integration in Latin America and the Caribbean: The Political Economy of Open Regionalism, ILAS, 2001.
17. International Viewpoint, edition IV / 366, April 2005. Excerpted from Claudio Katz's article, "The Center Left, Nationalism and Socialism".
18. Abigail Noble and Martin Weinstein. A Resurgent Left in Latin America: Implications for the
19. Region and US Policy. LOGOS, Journal of Modern Society and Culture, No. 42, Spring 2005, p.3
20. International Viewpoint, edition IV / 366, April 2005. Excerpted from Claudio Katz's article, "The Center Left, Nationalism and Socialism".
21. International Viewpoint, edition IV / 366, April 2005. Excerpted from Claudio Katz's article, "The Center Left, Nationalism and Socialism".
22. Robert E. Qurik, Axis of Satan: the story of the Four Revolutionary Presidents. (Yogyakarta:
23. PrismaSophie, 2006)., P.191.
24. History of the Bolivarian Republic of Venezuela and the New Left Movement. repository.usu.ac.id/ bitstream / 123456789/31570 / .../ Chapter% 20II.pdf
25. Teriana Akbar Yuloh. Bolivarian Circle: Analysis of New Social Movements in Venezuela in 2001-2003.UPI, 2012. repository.upi.edu/ operator / upload / s_sej_0704596_ chapter1.pdf
26. ALBA pasa a ser Alianza Bolivariana de los Pueblos de América "(in es). Venezolana de Televisión. June 3, 2009.http: //en.wikipedia.org
27. ALBA summit ends with entry of guest countries http://en.wikipedia.org Latin America and 21st Century socialism http://www.pakishijau.com
28. What's wrong with Hugo Chavez http://lmnd.wordpress.com
29. America Vera Zavala, artParticipatory Democracy in Venezuela‖www.zmag.org —Altenativa Bolivarian apara las Americas‖ http://www.alternarivabolivariana.org

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com

30. AFP, 10 August 2010, Colombia, Venezuela, leaders expected to renew ties http://www.webcitation.org

IJSOC © 2021
http://ijsoc.goacademica.com